

# Logique canadienne et sociétés postmodernes

SIMON LAFLAMME

Département de sociologie  
et d'anthropologie  
Université Laurentienne  
Sudbury, Ontario

**L**a dernière élection fédérale a jeté une lumière amusante sur l'étonnante situation politique du Canada. Elle a aussi illustré le dilemme auquel sont exposées les nations postmodernes. Les Canadiens se sont donné une députation étrange: une troupe de députés, à l'Ouest, qui veulent le Canada et qui acceptent le bilinguisme pourvu que le français ne se parle qu'au Québec; un bataillon de députés, au Québec, qui ne veulent pas du Canada et qui admettent le bilinguisme pourvu que chez eux les choses se passent essentiellement en français; une armée de députés, massés dans les Maritimes et en Ontario, qui, pour la plupart, veulent qu'on ne reconnaisse pas le bilinguisme un peu partout et surtout qu'on ne chante pas le Canada, mais qui, pour le moment, ont mieux à faire que de s'occuper du différend canadien.

Voilà les représentants canadiens. D'une part, deux fortes affirmations de soi: l'une contre l'«enfant gâté» qu'est le Québec; l'autre contre l'égoïsme du «Canada anglais». D'autre part, une négation des affirmations de soi.

L'Ouest et le Québec s'affirment en soulignant qu'ils sont las de ce que l'autre ne puisse les comprendre: l'Ouest, de ce que les Québécois ne se rendent pas compte que *Everybody should be the same*; Québec, de ce que le Canada anglais ne comprend pas que société distincte ne rime pas avec groupe privilégié.

Il ne faut pas s'y laisser prendre: ces deux partis «non traditionnels» ont des positions essentiellement politiques. La différence entre la politique économique du Bloc et celle du Parti conservateur est faible: voter pour le Bloc, ce n'est pas voter pour sa politique économique. Il n'y a pas non plus, sur ce plan, d'écart infranchissable entre le Parti conservateur et le Parti réformis-

té: ce sont deux formations hautement préoccupées par le déficit.

On observera, par ailleurs, que, en ce qui a trait à la politique économique, le Bloc québécois et le Reform Party s'avèrent tout à fait compatibles: même position face au libre-échange, même volonté de rationaliser les dépenses d'Etat, même attitude à l'égard de la concurrence. Les deux formations appartiennent à la pure tradition du libéralisme.

L'affirmation de soi au Québec et dans l'Ouest a pour corollaire la certitude que l'autre est coupable et qu'on en est la victime. Si les anglophones avaient été de bonne foi, les accords de Meech auraient été entérinés (et Lucien Bouchard serait encore au Parti conservateur); si les Québécois n'étaient pas si exigeants, il n'y aurait pas de problème constitutionnel et l'Etat serait moins pauvre. Dans cette logique, il n'y a que des victimes.

Le Canada est la nation où, d'une part, crient deux groupes qui s'affirment en accusant et où, d'autre part, évitent d'affronter les questions relatives au litige les personnes qui craignent ces grognements.

Chaque région déclare qu'elle a été exploitée par l'autre. Mais cette dénonciation n'est possible que dans la mesure où le discours de l'autre est continuellement réduit à ce qu'il doit être pour qu'on y figure comme victime et comme autre de l'autre. Et chaque soi finit par avoir d'autant plus raison que l'autre, à force de ne pas être entendu, finit par émettre les discours qui correspondent à l'image qu'on lui envoie.

La politique contemporaine rend possibles de telles perspectives parce qu'elle a peine à s'exprimer autrement que comme vision de soi sur soi, parce qu'il lui est difficile de s'élever au niveau des abstractions, parce que l'autre n'est jamais compréhensible que comme caricature. Comment la politique des sociétés «mass-médiatisées» pourrait saisir que si tout le monde exploite tout le monde, c'est que la logique de l'exploitation ne s'applique pas, que c'est aussi qu'ont raison les personnes qui ne détectent pas

cette exploitation. Et c'est probablement pour ces raisons que les États fédérés postmodernes tendent à se friter dès lors qu'ils comportent quelques différences. Ils ont été conçus dans des conditions antérieures à celle des sociétés «mass-médiatisées», où l'altérité culturelle, voire ethnique, pouvait apparaître comme secondaire par rapport aux idéaux: celui de la liberté individuelle, celui du socialisme, celui du développement égalitaire. L'expansion de ces idéaux, si douloureuse fut-elle, n'aurait pas été possible si la circulation sociale de l'information avait permis politiquement que les autres n'apparaissent qu'en ce qu'ils ont de plus spécifique, s'il avait été impossible de faire abstraction, à un degré ou à un autre, des différences.

Là où la chose n'a pas été possible, d'ailleurs, on a assisté à l'implantation de régimes ségrégationnistes. Les sociétés hautement «mass-médiatisées» rendent difficiles ces aptitudes à la transcendance parce qu'elles favorisent davantage la transmission d'informations divisibles et les prises de position fermes que le dialogue et la synthèse.

Pendant, toute la politique postmoderne ne répond pas au principe de la différenciation. Le libéralisme économique s'impose aux peuples, crée entre eux des caractéristiques communes; les oblige à réunir leur culture respective. C'est pour cette raison que des États, ailleurs, en Europe de l'Ouest par exemple, cherchent à se rassembler dans des communautés trans-étatiques.

On assiste à l'heure actuelle à une espèce de conflit entre, d'une part, la tendance à la différenciation qui est largement attribuable à l'esprit «mass-médiatique» (ce qui ne veut pas dire que des sociétés passées n'ont pas connu d'autres formes de différenciation) et, d'autre part, le fusionnement que réclame l'esprit du libéralisme. Et c'est cette tension qu'éprouve actuellement le Canada à travers les affirmations de soi qui l'animent et les craintes que ces affirmations inspirent.